

En remettant en cause la hiérarchie des normes, la loi travail a dégradé les rapports de force au sein des entreprises en faveur des employeurs. Le licenciement économique facilité, les heures supplémentaires moins bien payées, les journées et les semaines à rallonge, les forfaits jours en progression, les indemnités pour licenciement abusif

Loi travail au service du patronat

en baisse, nous avons enregistré tous ces reculs malgré notre mobilisation.

Le CPA compte personnel d'activité censé attacher les droits à la personne et non plus au poste de travail n'est pas un acquis pour les travailleurs. En réalité il continue de lier les droits des personnes à leurs emplois passés ou présents. Contrairement à la Sécurité sociale qui attribue des droits à toutes et tous quelque soit leur position par rapport à l'emploi, le CPA bénéficiera à celles et ceux qui ont la chance de rester dans l'emploi.

Travail, à la conquête de l'émancipation

Nous nous sommes mobilisés pendant 4 mois contre la loi travail. Situation inédite, c'est sous un gouvernement dit de gauche que nous avons manifesté, organisé des assemblées générales et fait grève. Au delà de l'action concrète, nous avons participé aux débats de Nuit Debout, et commencé à débattre du travail : chômage, souffrances au travail, exploitation, salariat, revenu de base, salaire à vie, de nombreux thèmes ont été déve-

Agir et faire société ensemble

Pour faire société ensemble, les femmes et les hommes développent des activités sans lesquelles la vie ne serait pas possible: produire, entretenir, nettoyer, réparer, enseigner, soigner, cultiver, nourrir, transporter, prévoir, chercher, inventer, construire, penser le monde, informer... Ensemble, nous produisons sans cesse les conditions de notre existence. Et nous avons besoin pour cela, des savoirs et expériences des uns et des autres. Nous



loppés sur les places et dans les débats organisés tout au long du mouvement. Nous pensons qu'il faut se saisir pleinement de la question du travail qui reste un impensé de la gauche comme l'expliquent plusieurs chercheurs comme Danièle Linhart ou Yves Clot, par delà leurs perspectives respectives.

nous rendons mutuellement la vie possible en échangeant nos services et nos productions.

Les connaissances et les techniques évoluent à grande vitesse; pour développer ces activités nous avons besoin d'être mieux formés, de développer de nouvelles compétences tout au long de notre vie.

Nous travaillons, ils profitent !

Le Revenu Universel

Distribuer un revenu universel à chacun quelque soit sa situation à l'égard de l'emploi n'est pas une idée neuve. De Milton Friedman à André Gorz, différentes versions de revenu universel ont été inventées au siècle dernier. A Nuit Debout ou dans la campagne présidentielle, cette proposition fait débat. L'idée peut paraître généreuse et rencontre de l'écho dans la société au moment où grandit la perception d'un travail déshumanisé. Mais l'existence de minima sociaux n'a jamais permis de faire reculer la pauvreté. Du Revenu Minimum d'Insertion au Revenu de Solidarité Active, les inégalités ont augmenté, le chômage a explosé. L'hypothèse selon laquelle nous entrons dans une nouvelle ère marquée par la fin du travail, est contredite par le fait que le volume de travail (nombre total d'heures de travail) continue d'augmenter comme le nombre de travailleurs. Ce qui évolue, c'est le rapport au travail, la précarité, les temps partiels imposés, les périodes de chômage, et le sur-travail. Si des hommes et des femmes souffrent de ne pas avoir de travail, d'autres souffrent d'en avoir trop, ou d'aligner les heures supplémentaires. Sorte de RSA amélioré, le Revenu Universel ne remet pas en cause les rapports d'exploitation au travail ni le chômage de masse. Nous voulons au contraire reprendre la main sur le travail, mieux vivre au travail et permettre à toutes celles et ceux qui le souhaitent de s'insérer dans un collectif de travail.

Depuis toujours, la société n'existe que par la mise en commun, la mutualisation et la coopération, mais le système marchand s'accapare nos activités pour en faire des marchandises. Le marché du travail est le processus par lequel une part de nos activités (le travail salarié) n'est recon-



de travailler et faire exploser le chômage, en employer d'autres à temps partiel imposé ou en CDD, faire pression sur les salaires, intensifier le travail, organiser la concurrence entre les salariés, modifier le rapport de force en faveur des employeurs par des lois rétrogrades. Au point d que les

neue comme productrice de valeur que si elle enrichit les actionnaires, les banquiers, les détenteurs de capitaux. Les employeurs détiennent le privilège exorbitant de décider d'investir, de développer telle ou telle activité dans l'objectif de récupérer une part de plus en plus importante de la valeur ajoutée. Ils ont aussi le pouvoir de sous-traiter ou de détruire ces mêmes activités. Pour optimiser cette accumulation financière, tous les coups sont permis: empêcher certains

de travailler et faire exploser le chômage, en employer d'autres à temps partiel imposé ou en CDD, faire pression sur les salaires, intensifier le travail, organiser la concurrence entre les salariés, modifier le rapport de force en faveur des employeurs par des lois rétrogrades. Au point d que les

nouvelles technologies et les nouvelles organisations provoquent plus de souffrances et de maux qu'elles ne soulagent ceux qui travaillent. Or, nous avons besoin de temps pour discuter, délibérer, coopérer, penser afin de faire un travail de qualité, utile à l'entreprise comme à la société et respectueux de l'environnement. Notre activité devient de plus en plus incompatible avec le lien de subordination inscrit dans le rapport salarial.

Nous pouvons nous passer des profiteurs

Un autre monde du travail est pourtant en gestation. Déjà, grâce aux luttes des générations qui nous ont précédé, le salaire ne rémunère pas seulement les heures passées dans l'entreprise, sur notre lieu de travail mais couvre aussi: les congés payés, maladie, la formation, la retraite, les congés maternité et paternité, le chômage. Les luttes sociales victorieuses ont fait reconnaître que nos activités personnelles, sociales, familiales hors lien de subordination salariale sont utiles à l'économie et à toute la société.



Le temps passé à élever ses enfants, à prendre soin de sa famille, à se former, à se cultiver, à participer à la vie de la cité est

tout aussi essentiel au développement de la société que le temps passé en entreprise. Grâce à la sécurité sociale et aux cotisations nous mutualisons déjà presque la moitié de la valeur économique produite chaque année pour financer la santé, le chômage, les retraites et la fonction publique, sans avoir besoin des employeurs ni des détenteurs de capitaux. C'est la reconnaissance que pour bien faire notre travail, nous avons besoin de nous épanouir dans d'autres activités.

C'est l'étendue de notre apport à la société par l'ensemble de nos pratiques qui doit être reconnue. Le droit de chacune et de chacun

Ils cassent le vivre-ensemble

Longtemps, le service public postal a fourni un service de proximité, notamment en milieu rural et plus largement à toutes les personnes isolées. Aujourd'hui, avec la privatisation et ses critères de rentabilité capitalistes, La Poste sanctionne les facteurs qui rendent un service sans le facturer !

à un travail qualifié, rémunérateur, formateur et épanouissant est une obligation pour que la société soit solidaire, ouverte à la nouveauté, tournée vers l'avenir en commun.

Ce n'est pas une utopie. Des activités utiles à la société ne dépendent pas de la subordination salariale et des aléas du marché du travail. déjà, les travailleurs de la fonction publique ont une qualification et un traitement qui ne sont pas attachés au poste de travail mais à leur personne. Contrairement aux salariés du privé, ils ne craignent pas de perdre leur traitement et leur qualification quand ils changent d'emploi et ces acquis les suivent tout au long de leur carrière.

De Macron à Fillon en passant par Le Pen, il y a concours aux promesses de baisse du nombre de fonctionnaires et des dépenses publiques. Mais quand l'école, l'hôpital ou la police font défaut, ce sont les inégalités sociales qui explosent : les familles aisées font appel au privé pendant que tous les autres se privent !

Si tous les pays sont endettés, où est donc passé l'argent ?

Le déficit public de la France atteindra bientôt 100% du PIB (le produit intérieur brut). Ce n'est pourtant pas parce que l'État a financé plus de projets durant ces 30 dernières années. Au contraire, les dépenses nettes de l'État ont baissé !

En revanche, depuis 1973, ce sont les banques privées qui financent l'État et le lui font chèrement payé. Résultat : l'essentiel de la dette publique correspond au financement des banques et non aux investissements ou à la solidarité nationale.

Nous voulons reprendre la main sur notre travail

Nous ne voulons plus laisser aux actionnaires, aux employeurs, aux détenteurs de capitaux et aux banquiers le soin de décider ce qu'il est utile de produire. Nous voulons nous débarrasser de l'enjeu de

l'accumulation du profit privé pour centrer nos décisions sur l'utilité sociale et les conditions de sa production. Nous pourrions ainsi faire des choix décisifs sur l'énergie, le bio et faire face aux enjeux écologiques.



**Nous sommes
les seuls
producteurs de
la valeur
économique
A nous
de décider de
l'objet et des
conditions de
notre travail**

De l'Argentine à la Grèce en passant par Aubagne (13), les SCOP nous ouvrent la voie. Partout dans le monde, des travailleurs utilisent l'expropriation des actionnaires et la mise en coopérative pour inventer une autre façon de produire et de gérer, inventer une société plus libre, plus solidaire, plus inclusive et plus écologique!

Après 1336 jours d'occupation de leur usine, les Fralib se sont appropriés leur outil de travail et ont relancé la production de thé et de tisane en privilégiant une production bio et des circuits courts.

Plus que jamais, gérer nous même collectivement notre travail devient possible.

L'Association des communistes unitaires (ACU) est ouverte à toutes celles et à tous ceux qui se vivent communistes, indépendamment de leurs éventuelles appartenances (passées ou présentes). Elle vise à mutualiser les efforts de ceux pour qui un engagement communiste refondé peut être utile à la transformation de la société. Parce qu'elle entend y travailler avec d'autres, elle est l'une des composantes d'Ensemble !

www.comunistesunitaires.net
www.cerisesenligne.fr
contact.comunistes.unitaires@gmail.com

LES COMMUNISTES UNITAIRES

